

Procedure file

Informations de base	
INI - Procédure d'initiative	2018/2038(INI)
Mesures spécifiques pour la Grèce en vertu du règlement (UE) 2015/1839	
Voir aussi Règlement (EU) 2015/1839	2015/0160(COD)
Sujet	4.70.02 Politique de cohésion, Fonds de cohésion (FC)
Zone géographique	Grèce

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	REGI Développement régional	 ARIMONT Pascal	25/01/2018
Commission européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) fictif/fictive	
	EMPL Emploi et affaires sociales	 PAPANIMOLIS Dimitrios	
	DG de la Commission	 REINTKE Terry	
	Politique régionale et urbaine	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
		Commissaire	
		CREU Corina	

Evénements clés			
15/03/2018	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture/lecture unique		
20/06/2018	Vote en commission, 1ère lecture/lecture unique		
28/06/2018	Dépôt du rapport de la commission, lecture unique	A8-0244/2018	Résumé
10/09/2018	Débat en plénière		
11/09/2018	Résultat du vote au parlement		
11/09/2018	Décision du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	T8-0324/2018	Résumé
11/09/2018	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de procédure	2018/2038(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Mise en ?uvre
	Voir aussi Règlement (UE) 2015/1839 2015/0160(COD)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 52
Base juridique modifiée	Règlement du Parlement EP 150
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	REGI/8/12434

Portail de documentation

Projet de rapport de la commission	PE620.798	26/04/2018	EP	
Amendements déposés en commission	PE622.236	25/05/2018	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique	A8-0244/2018	28/06/2018	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique	T8-0324/2018	11/09/2018	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2018)829	11/03/2019		

2018/2038(INI) - 28/06/2018 Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission du développement régional a adopté un rapport d'initiative de Pascal ARIMONT (PPE, BE) sur la mise en uvre de mesures spécifiques pour la Grèce au titre du règlement (UE) 2015/1839.

Touchée par les conséquences de la crise financière et de la crise des réfugiés, la Grèce a été confrontée à des problèmes de liquidités et à une insuffisance de fonds publics disponibles pour financer les investissements publics nécessaires afin de favoriser une reprise économique durable.

Afin éviter que le manque de liquidités et de fonds publics en Grèce n'entrave les investissements au titre des programmes soutenus par le FEDER, le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion et par le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le [règlement \(UE\) 2015/1839](#) du Parlement européen et du Conseil a modifié le règlement (UE) n° 1303/2013 portant dispositions communes aux Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) en ce qui concerne des mesures ciblant spécifiquement la Grèce.

Rappelant le rôle majeur de la politique de cohésion et des Fonds ESI en tant que source la plus importante d'investissements directs en Grèce, les députés ont pris acte du rapport sur l'utilisation des montants alloués en vertu du règlement (UE) 2015/1839 pour la période de programmation 2007-2013.

D'après les données présentées dans ledit rapport, à la suite de l'adoption du règlement en ce qui concerne des mesures spécifiques pour la Grèce, l'impact direct sur les liquidités en 2015 a été de 1.001.709.731,50 EUR et les apports en 2016 se sont élevés à 467.674.209,45 EUR. Avec l'augmentation du préfinancement initial pour la période de programmation 2014-2020, la Grèce a reçu approximativement 2 milliards d'EUR en 2015-2016.

Les députés ont salué le fait que :

- les fonds versés aient été consacrés à un vaste éventail de projets: le transport et les autres infrastructures (environnement, tourisme, culture, réhabilitation urbaine et rurale, infrastructures sociales), les projets de la société de l'information, et les actions visant à développer les ressources humaines ;
- 63 % du total des paiements à des projets d'aide d'État concernaient une aide aux entreprises et aux projets d'entreprises ;
- l'augmentation de liquidités ait représenté en parallèle une amélioration des recettes financières d'environ 1,5 milliard d'EUR, et une amélioration du programme d'investissements publics pour 2015-2016;
- les mesures aient contribué à la dynamisation de l'activité économique, à la normalisation et à la consolidation du chiffre d'affaires et du fonds de roulement d'un grand nombre d'entreprises, à la création et la préservation d'emplois, et à l'achèvement d'importantes infrastructures de production;
- les autorités grecques aient entrepris de réorganiser la classification des projets et de recenser les projets majeurs qu'il convient de sélectionner en vue de leur achèvement;
- d'après les données finales transmises à la Commission le 31 décembre 2016, la somme des demandes de paiement émises par les autorités grecques s'élevait à 1,6 milliard d'EUR et que la Grèce affichait au 31 mars 2018 un taux d'exécution de 28 % pour la période de programmation 2014-2020.

Le rapport souligne l'amélioration notable de l'absorption des fonds structurels et insiste sur le fait qu'à la fin du mois de mars 2016, le taux de paiement en Grèce pour la période de programmation 2007-2013 était supérieur à 97 %. De plus, on estime que les investissements soutenus par les politiques de cohésion et de développement rural en Grèce ont fait augmenter le PIB en 2015, à la fin de la période de programmation précédente, de plus de 2 % au-dessus du niveau qu'il aurait atteint en l'absence des financements fournis.

Rappelant l'importance de réformes structurelles adéquates, le rapport salue les efforts déployés par la Grèce et l'invite à continuer à exploiter pleinement les possibilités d'aide au titre du programme d'appui à la réforme structurelle.

Les députés reconnaissent qu'en soutenant l'investissement public et en déployant les investissements de l'Union de manière flexible, via la reprogrammation des fonds ou l'augmentation du taux de cofinancement, la politique régionale a atténué l'impact de la crise financière et de l'assainissement budgétaire soutenu dans plusieurs États membres. Ils soulignent, dans ce contexte, l'importance de prévoir un financement approprié pour le prochain cadre financier pluriannuel.

La Commission est invitée à étudier d'urgence, dans le contexte du Semestre européen et du pacte de stabilité et de croissance, l'impact des investissements régionaux cofinancés par les Fonds ESI, en particulier les investissements réalisés dans les régions moins développées, sur le calcul des déficits publics.

2018/2038(INI) - 11/09/2018 Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 591 voix pour, 71 contre et 19 abstentions, une résolution sur la mise en œuvre de mesures spécifiques pour la Grèce au titre du règlement (UE) 2015/1839.

Contexte: touchée par les conséquences de la crise financière et de la crise des réfugiés, la Grèce a été confrontée à des problèmes de liquidités et à une insuffisance de fonds publics disponibles pour financer les investissements publics nécessaires afin de favoriser une reprise économique durable.

Afin d'éviter que le manque de liquidités et de fonds publics en Grèce n'entrave les investissements au titre des programmes soutenus par le FEDER, le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion et par le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le [règlement \(UE\) 2015/1839](#) du Parlement européen et du Conseil a modifié le règlement (UE) n° 1303/2013 portant dispositions communes aux Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) en ce qui concerne des mesures ciblant spécifiquement la Grèce.

Effets positifs sur l'économie: le Parlement a souligné que, d'après les données présentées dans le rapport sur l'utilisation des montants alloués en vertu du règlement (UE) 2015/1839, l'impact direct sur les liquidités en 2015 a été de 1.001.709.731,50 EUR et les apports en 2016 se sont élevés à 467.674.209,45 EUR. Avec l'augmentation du préfinancement initial pour la période de programmation 2014-2020, la Grèce a reçu approximativement 2 milliards d'EUR en 2015-2016.

Les députés ont salué le fait que :

- les fonds versés aient été consacrés à un vaste éventail de projets: le transport et les autres infrastructures (environnement, tourisme, culture, réhabilitation urbaine et rurale, infrastructures sociales), les projets de la société de l'information, et les actions visant à développer les ressources humaines;
- 63 % du total des paiements à des projets d'aide d'État concernaient une aide aux entreprises et aux projets d'entreprises, tandis que 37 % concernaient des actions d'aide d'État pour des projets d'infrastructures;
- l'augmentation de liquidités ait représenté en parallèle une amélioration des recettes financières d'environ 1,5 milliard d'EUR, et une amélioration du programme d'investissements publics pour 2015-2016;
- les mesures aient contribué à la dynamisation de l'activité économique, à la normalisation et à la consolidation du chiffre d'affaires et du fonds de roulement d'un grand nombre d'entreprises, à la création et la préservation d'emplois, et à l'achèvement d'importantes infrastructures de production.

Le Parlement a par ailleurs observé que, par rapport à la période de programmation 2000-2006 où environ 900 projets étaient restés inachevés, seuls 79 projets étaient toujours inachevés au moment de la présentation des demandes de paiement finales pour la période de programmation 2007-2013 mais qu'ils devraient être finalisés avec l'aide de financements nationaux.

Absorption des fonds: la résolution a souligné l'amélioration notable de l'absorption des fonds structurels et insisté sur le fait qu'à la fin du mois de mars 2016, le taux de paiement en Grèce pour la période de programmation 2007-2013 était supérieur à 97 %. Selon les données de la Commission européenne, la Grèce figure ainsi parmi les États membres ayant les meilleurs taux d'absorption des fonds pendant la période de programmation en cours.

De plus, on estime que les investissements soutenus par les politiques de cohésion et de développement rural en Grèce ont fait augmenter le PIB en 2015, à la fin de la période de programmation précédente, de plus de 2 % au-dessus du niveau qu'il aurait atteint en l'absence des financements fournis.

Rappelant l'importance de réformes structurelles adéquates, le Parlement a salué les efforts déployés par la Grèce et l'a invité à continuer à exploiter pleinement les possibilités d'aide au titre du programme d'appui à la réforme structurelle. Il a également noté que l'absorption des fonds ne devrait pas se faire au détriment de l'efficacité, de la valeur ajoutée et de la qualité des investissements.

Le Parlement a salué l'évaluation préliminaire qui laisse entendre que la période de programmation 2007-2013 devrait être clôturée sans aucune perte de fonds pour la Grèce. Il a invité la Commission à informer le Parlement des résultats du processus de clôture, qui devraient être prêts au cours du premier semestre 2018.